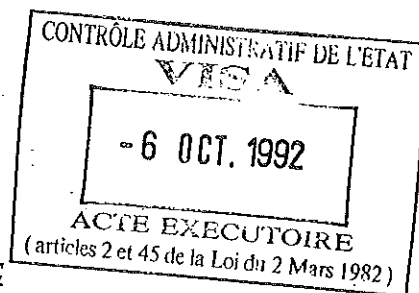


DEPARTEMENT DU VARCANTON D'OLLIOULESCOMMUNE D'OLLIOULES

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté-Egalité-Fraternité

N° 335

A R R E T E D U M A I R E

René ARNOUX, Maire de la Commune d'OLLIOULES ;

VU, le Code des Communes,

VU, le Code de l'Urbanisme,

VU, la loi n° 79.1150 du 29 Décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes,

VU, le décret n° 80.923 du 21 Novembre 1980 portant règlement national la publicité en agglomération et déterminant les conditions d'application à certains dispositifs publicitaires d'un régime d'autorisation par l'application de la loi sus-visée,

VU, le décret n° 82.211 du 24 Février 1982 portant règlement des enseignes et fixant certaines dispositions relatives aux préenseignes par l'application de la loi sus-visée,

VU, le décret n° 80.924 du 21 Novembre 1980 fixant la procédure d'institution des zones de réglementations spéciales prévues aux articles 6 et 9 de ladite loi,

VU, l'arrêté de Monsieur le Commissaire de la République du 16 Mai 1984, modifié par l'arrêté en date du 26 Juin 1990 constituant le groupe de travail prévu par l'article 13 de la loi sus-visée,

VU, le projet élaboré par ledit groupe de travail,

VU, l'avis de la Commission Départementale des Sites, Perspectives et Paysages dans sa séance du 20 MARS 1992,

VU, la délibération du Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES en date du 29 JUIN 1992 approuvant le projet de règlement définitif,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de protéger le cadre de vie de l'ensemble du territoire de la Commune d'OLLIOULES,

DECIDE de réglementer la publicité sur l'ensemble de son territoire,

A R R E T ETITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - Sont applicables les dispositions de la loi n° 79.1150 du 29 Décembre 1979 ainsi que les décrets et circulaires d'application relatives qui comportent notamment la création de :

- Zones de Publicité Restreinte (Z.P.R.),
- Zones de Publicité Autorisée (Z.P.A.),

ainsi que celles relatives à l'affichage d'Opinions et d'Associations.

Conformément aux textes en vigueur, les publicités lumineuses sont soumises à l'autorisation préalable du Maire, ainsi que les enseignes implantées dans les zones visées aux articles 4 et 7 de la Loi de 1979 et dans les zones de publicité restreinte.

Sur l'ensemble du territoire communal la publicité, quel qu'en soit le support, est limitée au format de 12,5 m2 incluant les découpes et ajouts sortant du cadre de l'affiche.

Le présent règlement s'applique sans préjudice pour la protection d'autres intérêts publics.

TITRE II - DEFINITION DES ZONES DE PUBLICITEZONES DE PUBLICITE RESTREINTE

ARTICLE 2 - En agglomération sont qualifiées "Zone de Publicité Restreinte n°1" la zone circonscrite par les panneaux d'agglomération d'Ollioules et comprenant l'ensemble des rues et chemins figurant sur la liste du plan du centre-ville joint à l'exception de l'Avenue de la Résistance entre le pont de la Reppe et le panneau d'agglomération d'Ollioules.

Cette liste pourra être complétée du nom des voies qui seront éventuellement créées dans ce secteur.

Dans cette ZPR la publicité non lumineuse est autorisée sur les supports suivants :

- sur les murs et clôtures aveugles, sous réserve d'être accompagnée d'aménagements décoratifs soumis à autorisation de travaux ou permis de construire.
- sur les palissades de chantier.
- sur les éléments de mobilier urbain ou dispositifs scellés au sol, implantés avec l'autorisation du Maire, sur le domaine public.

Les préenseignes et enseignes temporaires, sont conformément au décret n° 82211, soumises à autorisation préalable du Maire.

2 - Zone de Publicité Restreinte n° 2, l'Avenue de la Résistance entre le Pont de la Reppe dit "Pont du Berger" et le panneau d'agglomération d'Ollioules.

. Les dispositifs publicitaires scellés au sol sont interdits sur les unités foncières (ensemble des parcelles cadastrales contigus, appartenant à un même propriétaire) dont le linéaire de façade sur la voie publique considérée, est inférieur à 20 m.

. Sur une même unité foncière les dispositifs devront être espacés d'au moins 30 m.

. Les dispositifs pourront être implantés sur la limite séparative de deux unités foncières, avec l'accord écrit des deux propriétaires, dans ce cas le linéaire de façade à considérer sera égal à la somme des linéaires des deux propriétés, le long de la voie.

- Il est interdit d'implanter un dispositif publicitaire à l'aplomb d'un dispositif situé de l'autre côté de la voie. Dans ce cas, le nouveau dispositif devra être installé à au moins 30 m. de l'aplomb de la première implantation.

ZONES DE PUBLICITE AUTORISEE

ARTICLE 3 - Hors agglomération sont qualifiées "Zones de Publicité Autorisée", les zones définies ci-après.

Z P A 1

R.D. 11

Au-delà du pont franchissant l'autoroute A 50 à la limite de la Commune de Sanary.

Et sur la voirie communale dite "Route de la Gare"

du carrefour avec la R.D. 11 côté Sanary jusqu'au chemin du Bar.

La Z P A 1 est soumise aux règles applicables à la Z.P.R. 2, avec la modification suivante :

- interdiction des dispositifs scellés au sol sur les unités foncières présentant un linéaire de façade, sur la voie considérée, inférieur à 40 m.

Cette disposition s'applique uniquement aux propriétés situées sur la Commune d'Ollioules.

Z P A 2 A C.C. 6 - Chemin de la Cagnarde ou Avenue Jean Monnet 50 mètres après le carrefour R.D.26/C.C.6 jusqu'au Chemin de Campourri et uniquement sur la partie droite de la chaussée dans le sens OLLIOULES/TOULON (côté Sud). La Z.P.A. 2 A est soumise aux règles applicables à la Z.P.R. 2, avec la modification suivante :

- interdiction des dispositifs scellés au sol sur les unités foncières présentant un linéaire de façade, sur la voie considérée, inférieur à 40 m.



Z P A 2 B R.D. 26, de la limite de la Commune de La Seyne au Rond Point Robert Schumann.

La Z.P.A. 2 B constitue une zone de plan masse ; les aménagements publicitaires autorisés figurent en annexe du présent règlement : intersection C.C.6/R.D.26 et un emplacement sur la R.D.26 dans la limite des aménagements publicitaires figurant au plan masse de la plaquette.

Z P A 3 A Sur les parkings des établissements jouxtant le chemin de Lagoubran à hauteur du giratoire Continent jusqu'aux limites des parcelles bordant la voie.

La Z.P.A. 3 A est soumise aux règles applicables à la Z.P.R. 2 avec les modifications suivantes :

- interdiction des dispositifs scellés au sol sur les unités foncières présentant un linéaire de façade, sur la voie considérée, inférieur à 20 m.
- sur une même unité foncière il sera possible d'implanter un doublon tous les 20 mètres. Le terme de "doublon" est défini à l'article 9 du présent règlement.

Z P A 3 B R.D. 559 comprise entre le Chemin de la Juliette et le Chemin André Louis.

La Z.P.A. 3 B est soumise aux règles applicables à la Z.P.R. 2 avec la modification suivante :

- interdiction des dispositifs scellés au sol sur les unités foncières présentant un linéaire de façade, sur la voie considérée, inférieur à 30 m.

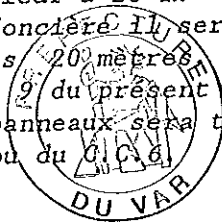
- sur une même unité foncière il sera possible d'implanter un doublon tous les 25 mètres. Le terme de "doublon" est défini à l'article 9 du présent règlement.

Z P A 3 C

Le Barreau Nord, de la jonction du Chemin de Faveyrolles jusqu'au rond-point de la Cagnarde ; le secteur des parkings de la zone commerciale entre la R.N. 8 et le Chemin de la Cagnarde. les limites de la Z.P.A. 3 C sont constituées par les limites extérieures des parcelles riveraines.

La Z.P.A. 3 C est soumise aux règles applicables à la Z.P.R. 2 avec la modification suivante :

- interdiction des dispositifs scellés au sol sur les unités foncières présentant un linéaire de façade, sur la voie considérée, inférieur à 20 m.
- sur une même unité foncière il sera possible d'implanter un doublon tous les 20 mètres. Le terme de "doublon" est défini à l'article 9 du présent règlement.
- L'installation des panneaux sera telle qu'ils ne soient lisibles de la R.N.8 ou du G.C.6.



TITRE III -
DISPOSITIONS GENERALES AUX EMBLEMENTS ET SUPPORTS PUBLICITAIRES,
AUX ENSEIGNES ET PREENSEIGNES

AFFICHAGE D'OPINION D'ASSOCIATIONS

ARTICLE 4 - Conformément à l'article 12 de la loi 79.1150 et au décret d'application 82.220 du 25 Février 1982, des emplacements destinés à l'affichage d'opinion et à l'activité des Associations seront aménagés sur le domaine public communal sur les secteurs suivants :

- 1 par parking distant au plus d'un km l'un de l'autre

Il est précisé que cette forme de publicité est gratuite, donc dispensée de taxes et redevances.

MOBILIER URBAIN ET DISPOSITIFS SCELLES AU SOL
INSTALLEES SUR LE DOMAINE PUBLIC

ARTICLE 5 - Sur l'ensemble de l'agglomération et hors agglomération dans les zones de publicité autorisée, la publicité supportée par le mobilier urbain ou les dispositifs scellés au sol implantés sur le domaine public est autorisée aux emplacements existants à la date du présent arrêté, compte tenu de sa bonne intégration dans l'environnement.

Les panneaux électroniques d'information sont autorisés en Z.P.R.

La liste des dispositifs existants est annexée au présent arrêté. (Annexe 2)

A l'exception des abris voyageurs, tout nouveau dispositif porteur de publicité, implanté sur le domaine public, devra respecter les règles applicables aux supports scellés au sol dans la zone considérée. Il devra, notamment, se conformer aux règles de densité et d'espacement applicables sur l'unité foncière voisine sans pouvoir se surajouter à eux hors agglomération.



QUALITE DES MATERIAUX

ARTICLE 6 - Tous les supports publicitaires, enseignes et préenseignes admis sur l'ensemble du territoire communal devront être construits en matériaux inaltérables, acier galvanisé, aluminium ou plastique.

Il est ici expressément stipulé que la définition des diamètres, épaisseurs et façons de profilés des pieds destinés aux portatifs, seront à la discrétion des installateurs.

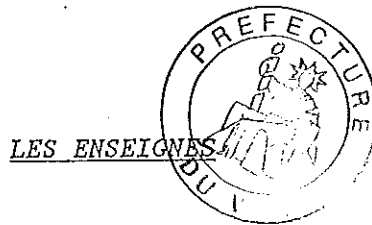
Par conséquent, ceux-ci en conservent la maîtrise, et, de ce fait, seront responsables civilement de toute dégradation ou accident survenant soit à la suite d'une sous-estimation de résistance des matériaux utilisés face aux forces naturelles, comme aussi d'un mauvais ancrage au sol.

Au cas où l'ensemble publicité-protections présente un aspect en contradiction avec les recommandations ci-dessus, l'installateur sera amené à le modifier ou à le supprimer sur simple injonction du Maire.

Dans l'éventualité de non exécution, il sera procédé à son enlèvement aux frais exclusifs de l'installateur responsable.

L'ensemble formé par les pieds, les supports, les affiches ou inscriptions devront être parfaitement entretenus et répondre à certains critères de durabilité. de plus, les faces arrières des portatifs ne supportant aucune publicité, devront être maintenues en parfait état de propreté.

La surface maximum des affiches sera de 12 m², avec une tolérance de 0,50 m² supplémentaires permettant la réalisation de découpes et ajouts sortant du cadre du support.



ARTICLE 7 - Les prescriptions de l'article précédent relatives à la qualité des matériaux restent applicables.

Les enseignes lumineuses en place au moment de la mise en vigueur du présent arrêté seront admises quelle que soit leur dimension. (sous réserve qu'elles soient en conformité avec la législation en vigueur)

Pour les prochaines installations, les dispositions de l'article 17 de la loi devront être scrupuleusement respectées.

LES PREENSEIGNES

ARTICLE 8 - En agglomération et dans les Z.P.A., les préenseignes sont soumises au régime de la publicité. Les préenseignes temporaires doivent recevoir l'autorisation préalable du Maire.

Hors agglomération, les préenseignes devront être conformes aux dispositions du décret n° 82 211, notamment :

- elles ne doivent pas être éloignées de plus de 5 km de l'établissement (hors agglomération) ou de l'entrée de l'agglomération si l'établissement est situé en agglomération,

- elles sont limitées à 2 ou 4 préenseignes maximum selon la nature de l'établissement.

Les prescriptions de l'article 7 relatives à la qualité des matériaux restent applicables sauf pour les préenseignes destinées à faire connaître la vente des produits du terroir pour lesquelles l'utilisation du bois peut être autorisée.

Les coloris et caractéristiques des enseignes et préenseignes installées à proximité de toute signalisation routière ne devront en aucune manière se rapprocher de ceux ou celles qui caractérisent cette signalisation routière.

DISPOSITIFS PUBLICITAIRES SCELLES AU SOL

ARTICLE 9 - Lorsqu'un dispositif publicitaire n'est exploité que d'un côté, son dos doit être habillé d'un bardage de teinte neutre, non agressif pour l'environnement et masquant sa structure.

Les dispositifs scellés au sol double face (recto verso) sont autorisés, les dispositifs implantés dos à dos sont interdits.

Les panneaux formant un dièdre sont tolérés à condition que les panneaux soient à la même hauteur, de même dimension, qu'ils forment une base de 2 m. de large maximum, qu'ils soient éloignés de moins de 0.40 m. du côté fermé et que l'ouverture de l'angle soit fermée par un bardage présentant une teinte neutre et non agressive vis à vis de l'environnement, ne supportant aucune publicité et ne laissant voir aucun élément de structure.

Les doublons sont autorisés en Z.P.A. 2 et Z.P.A. 3 pour des publicités se comprenant isolément.

On entend ici par doublon un ensemble de deux panneaux de même structure, même hauteur, même format, situés côte à côte dans un même plan, et éloignés de moins de 0.85 m.

Les règles d'interdistance de deux dispositifs entre eux s'appliquent ainsi aux panneaux simples, aux panneaux double-face, ou aux doublons considérés comme un dispositif unique.

Sur une même unité foncière, les dispositifs scellés au sol devront être identiques (même matériel, même couleur).

TITRE IV - SANCTIONS

ARTICLE 10 - Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions du chapitre IV de la loi n°79.1150 du 29 Décembre 1979 et des textes pris pour son application.

ARTICLE 11 - Sous réserve des sanctions ci-dessus prévues, les panneaux démontés et leurs emplacements vacants, pour respecter le présent arrêté, ne pourront être utilisés par une autre société sous peine de l'application de l'astreinte journalière prévue par la Loi du 29.12.1979 et applicable par panneaux à compter du constat de l'infraction.

ARTICLE 12 - Il est rappelé qu'aux sanctions administratives décrites ci-dessus peuvent s'ajouter des sanctions pénales et que toute infraction au présent règlement constitue un délit. Conformément à la Loi, les arrêtés de mise en demeure signés par le Maire sont transmis au Préfet du Département et au Procureur de la République.

OLLIOULES, le 28 Septembre 1992



LE MAIRE
René ARNOUX